

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

OTC

1.TV-FRANCE-2

25 avril 2021

Dimanche 25 avril 2021 - 9h30 - France 2

1915 : le Génocide des chrétiens en Turquie

En 1915, à l'initiative du gouvernement des « jeunes turcs », s'est déroulé le premier Génocide du XXe siècle. Dans le territoire géographique de l'actuelle Turquie, plus de 2 millions de personnes ont été assassinées : les 2/3 de la communauté arménienne et la moitié des assyro-chaldéens et syriaques.

106 ans après le début du Génocide, Chrétiens Orientaux revient sur l'histoire des chrétiens en Turquie : de quand date leur présence ? quel était leur nombre, leur localisation avant 1915. L'histoire du Génocide sera décrite par deux historiens. A travers le témoignage de trois familles de rescapés, nous découvrirons l'horreur de cette tragédie.

Malgré la détermination des bourreaux et les 2 millions de morts, les chrétiens sont toujours là... le Génocide n'a pas abouti !

Avec la participation de Raymond Kevorkian et Joseph Yacoub, historiens du Génocide et de trois témoins qui nous relatent l'histoire dramatique et très émouvante de leur famille : arménienne, chaldéenne et syriaque.

Emission du dimanche 25 avril 2021 - 9h30 - France 2 - présentée par Thomas Wallut. Réalisation : Guillaume Juherian.

2.Les Nouvelles d'Arménie

20 avril 2021

Pachinian félicite Bachar Al Assad à l'occasion de la fête nationale syrienne

S'il fallait un autre signe de la loyauté de l'Arménie envers la Russie, le message plus que cordial adressé au très controversé président syrien Bachar Al Assad le 17 avril à l'occasion de la fête nationale de Syrie en était assurément un. Loin de contester au président syrien quelque légitimité dans l'exercice d'un pouvoir que

la Russie, depuis 2015, l'a aidé à reconquérir, en mettant à sa disposition de très importants moyens militaires pour restaurer, au prix de bombardements meurtriers n'épargnant pas les civils, son autorité sur la presque totalité du territoire syrien, le premier ministre arménien Nikol Pachinian l'a chaleureusement félicité, ainsi que « le peuple ami de Syrie, à l'occasion de la Fête nationale de la République arabe syrienne ». « Les peuples arménien et syrien sont unis par des liens enracinés dans l'histoire et par des sentiments amicaux, qui constituent une base solide pour la coopération et le développement des relations entre nos deux pays », indique notamment le premier ministre arménien dans son message, en exprimant l'espoir que « le peuple de Syrie pourra surmonter prochainement les conséquences d'une grave crise et s'engager sur la voie de la paix et de la stabilité ». « Je réaffirme notre volonté de poursuivre notre contribution pour le règlement des problèmes humanitaires et la promotion du dialogue engagé au bénéfice de nos pays et de nos peuples », a poursuivi N. Pachinian en concluant par ses « vœux de santé et de succès en toutes choses, et aussi de paix et de prospérité - au peuple ami de Syrie'' ».

L'Arménie avait participé à partir de 2018 à des opérations humanitaires, notamment de déminage, en Syrie, où ses militaires opéraient sous les auspices de l'armée russe. Si Pachinian, comme ses prédécesseurs, n'a pas hésité à apporter un soutien appuyé à B. Al Assad, c'est sans doute parce que la diplomatie arménienne est alignée sur celle de la Russie. Mais pour Erevan, l'actuel président syrien incarne aussi une résistance aux ambitions de conquête de la Turquie dans la région. La Turquie a certes dû pour des raisons tactiques et stratégiques, passer des arrangements avec la Russie sur le théâtre de guerre syrien, mais elle reste résolument et ouvertement hostile à Bachar Al Assad, dont elle avait espéré qu'il serait renversé quand elle avait aidé la rébellion syrienne dans le cadre des « printemps arabes » de 2011. Depuis, elle s'est résignée à son maintien au pouvoir, qui constitue un sujet de contentieux important avec la Russie.

3. Les Nouvelles d'Arménie

20 avril 2021

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe discutera de la question des (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe discutera de la question des prisonniers de guerre Arméniens détenus en Azerbaïdjan

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) discutera lors de la

prochaine session plénière de la question des prisonniers de guerre Arméniens que l'Azerbaïdjan refuse illégalement de rapatrier vers l'Arménie.

Le chef de la délégation arménienne auprès de l'APCE Rouben Roubinyan a déclaré que le point « prisonniers de guerre Arméniens et autres captifs et personnes déplacées » a été inclus dans l'ordre du jour de la session plénière par vote. « La discussion aura lieu le 20 avril » a-t-il déclaré.

Le législateur Edmon Maroukyan, membre de la délégation arménienne, a déclaré que 93 délégués ont voté pour, 21 contre et 18 se sont abstenus.

4. Les Nouvelles d'Arménie

20 avril 2021

Émission spéciale 24 avril - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Émission spéciale 24 avril

Cette année la commémoration du génocide revêt un caractère particulier. C'est la première commémoration après la douloureuse campagne d'agression menée en Artsakh par les forces turco-azéries, accompagnées de leurs supplétifs djihadistes. Cette guerre a coûté la vie à près de 5000 Arméniens. Civils, combattants volontaires ou militaires, dont toute une génération de soldats appelés, à peine âgés de 18 à 20 ans.

A cette occasion l'émission « Cartes sur table » reçoit les coprésidents du CCAF, Mourad PAPAZIAN et Ara TORANIAN, qui nous expliquent dans quel contexte se dérouleront les cérémonies de cette année. Ils nous détailleront les diverses initiatives engagées avec les pouvoirs publics, la société civile et le gouvernement, tant pour la commémoration de ce 106^{ème} anniversaire, que pour le soutien à apporter à l'Artsakh meurtri et à l'Arménie sous le choc de l'issue de la guerre.

CARTES SUR TABLE 17/04/2021 - YouTube

5. Les Echos

19 avril 2021

Erdogan, Xi Jinping et Poutine : trois hommes, une même ambition

« Pour qu'un Empire naisse, il faut qu'un Empire meure ». C'est par ces mots que s'ouvre le générique de la série « Ottoman » sur Netflix. La formule pourrait servir sinon de clé de lecture aux politiques menées par Poutine, Xi Jinping et Erdogan, écrit Dominique Moïsi. Leurs ambitions ont pour ressort un esprit de revanche sur les humiliations subies dans le passé.

Au début des années 2000 trois portraits ornaient le bureau de Vladimir Poutine

au Kremlin : ceux de Pierre le Grand, d'Alexandre Pouchkine et du Général de Gaulle : le Tsar conquérant, le poète romantique, et le créateur de la Cinquième République. C'est en tout cas ce qu'il m'avait déclaré.

Quels portraits ornent aujourd'hui les bureaux de Xi Jinping et d'Erdogan ? On peut penser, dans le bureau de Xi Jinping, à celui d'un empereur de la dynastie Qing (1644-1911) - la dernière à avoir régné sur la Chine - encadré de portraits de Confucius et de Mao. Une vision syncrétique qui confère au nouvel empereur une triple légitimité : impériale, culturelle et idéologique.

(Cet article est réservé aux abonnés)

6. Les Nouvelles d'Arménie

19 avril 2021

Nouvelle provocation d'Aliev qui déclare : l'armée arménienne a cessé d'exister. Depuis sa victoire en Artsakh grâce à la Turquie et aux mercenaires étrangers, Aliev se sent pousser des ailes et il n'arrête pas ses déclarations dont le principal but est d'humilier les Arméniens et de s'assurer du vote de ses concitoyens en bon dictateur.

« L'armée arménienne est détruite et elle n'existe plus » a déclaré Ilham Aliev. Il a tenté par le même discours de dissuader ceux qui l'écoutent et qui sont crédules qu'après le retrait des forces russes du Haut-Karabagh, la vie en paix continuera. Il prend en exemple la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan où un calme règne alors qu'il n'y a pas la présence des forces russes chargées du maintien de la paix.

Il donne également pour gage de sa déclaration les 21 km de la route entre Erévan et Kapan et qui traversent dans le Syunik la frontière arméno-azéri. Aliev affirme que la paix y règne, signe que les Azéris aiment la paix... Au sujet du panneau provocateur sur cette route entre Goris et Kapan, panneau où est inscrit « Bienvenu en Azerbaïdjan » et qui fut -à juste titre- mitraillé par les Arméniens, Aliev a affirmé que l'Azerbaïdjan pouvait barrer cette route à la circulation des véhicules arméniens, mais ils ne l'ont pas fait... car ils aiment la paix !

Krikor Amirzayan

7. Les Nouvelles d'Arménie

19 avril 2021

Une série télévisée sur la chaîne turque ATV a présenté l'Artsakh et (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Une série télévisée sur la chaîne turque ATV a présenté l'Artsakh et l'Azerbaïdjan

intégrées à la carte portant le nom d'Arménie. Scandale du Bosphore à la Caspienne...

Nouveau scandale en Turquie. La chaîne turque de télévision ATV dans sa dernière série télévisée « Akinci » a présenté la carte de la Turquie et de la région en intégrant l'Artsakh (Haut-Karabagh) et l'Azerbaïdjan sous le nom de la carte de l'Arménie ! Pour l'Artsakh cela aurait pu paraître logique...mais pour l'Azerbaïdjan qui autrefois a appartenu en partie à l'Arménie, la carte n'a pas été du goût de tout le monde chez les amis d'Erdogan et Aliiev...

Le scandale s'est déclaré comme une vague pantouranienne, du Bosphore aux rives de l'Apchéron sur la Caspienne...

Le site d'ATV fut « bombardé » d'insultes et propos vexatoires bien entendu. Mais la chaîne n'a pas donné pour l'heure une explication rationnelle sur ce qui était arrivé à cette carte. Lorsque les Azéris intègrent l'Artsakh et le Zanguezour -et même Erévan- sur leur carte et de façon intentionnelle, les Arméniens ne crient presque jamais au scandale et préfèrent rire de ces azérieres ou turqueries...

Krikor Amirzayan

8.Les Nouvelles d'Arménie

20 avril 2021

Causes et conséquences du refus de signer du Président Sarkissian

Le président de la République arménienne Armen Sarkissian, dont les désaccords avec le premier ministre Nikol Pachinian sont connus de tous, d'autant qu'il avait publiquement appelé à sa démission presque aussitôt après l'accord de cessez-le-feu arméno-russo-azéri du 9 novembre 2020, fait de la résistance... De l'obstruction manifeste à la politique du gouvernement, diront les partisans de N.Pachinian, dont le président de la République, aux fonctions essentiellement honorifiques, a refusé de signer presque systématiquement tous les textes proposés par le gouvernement, depuis le décret de limogeage de l'ancien chef d'état major, le général Onnik Gasparian, fin février, jusqu'au projet de loi voté par le Parlement visant à augmenter les sanctions pour les auteurs de diffamation -visant surtout ceux qui s'en prenaient aux représentants du pouvoir-, en passant par la réforme du Conseil supérieur de la magistrature. Il a poursuivi l'épreuve de force avec le chef de l'exécutif dimanche 18 avril en refusant de donner force de loi à une série d'amendements votés au début du mois par l'Assemblée nationale contrôlée par l'alliance Im Kayl (Mon Pas) de Pachinian visant à réformer les procédures électorales en prévision des prochaines élections législatives

anticipées, dont le premier ministre, après avoir s'être longuement opposé à un tel scrutin, s'y était résigné sous la pression de la rue et en avait fixé la date au 20 juin. En vertu de cette réforme, les élections arméniennes cesseront de combiner un mode de scrutin proportionnel et nominal, il est vrai régulièrement dénoncé, pour être régies par le seul système proportionnel élisant des partis ou alliances de partis, les candidatures individuelles n'étant plus de mise. Les amendements n'avaient obtenu que le soutien des députés de l'alliance majoritaire au Parlement, mais ce soutien était suffisant pour déterminer le mode de scrutin des prochaines élections, où seuls les partis et blocs de partis seront en lice.

L'une des deux formations d'une opposition parlementaire très minoritaire, le parti Arménie lumineuse (LHK), avait dénoncé ces changements du système électoral, présentés comme un trucage partisan au bénéfice de l'actuelle majorité. L'autre force d'opposition, Arménie prospère (BHK), ne s'était pas prononcée publiquement à ce propos. Mais cela n'avait pas empêché Pachinian de déclarer qu'il avait l'accord des deux partis d'opposition parlementaire pour cette réforme électorale. Le président Sarkissian, pour sa part, n'a laissé planer aucune ambiguïté et a annoncé ce weekend qu'il ne signerait pas le texte controversé, en faisant valoir qu'il avait été voté dans la précipitation et sans un débat approprié. "La Commission de Venise [du Conseil de l'Europe] estime que les changements de la législation électorale doivent être opérés au moins un an avant une élection", a souligné le cabinet de Sarkissian dans un communiqué qui met aussi en doute l'opportunité de supprimer les candidatures individuelles dans les circonscriptions, alors que l'Arménie ne dispose pas encore d'une "culture parlementaire et politique instituée" et de partis politiques dotés de "programmes clairs". Toutefois, cette fois encore, le président Sarkissian n'ira pas au bout de sa démarche de confrontation puisqu'il a décidé de ne pas contester la légalité de ce texte devant la Cour constitutionnelle. Autrement dit, le président pro-gouvernement du Parlement, Ararat Mirzoyan, aura toute latitude pour signer le texte et lui donner force de loi d'ici la fin du mois.

Un haut responsable d'Im Kayl, Hamazasp Danielian, a néanmoins critiqué la position du président arménien lundi. "Une rapide validation de cette réforme très concrète nous aurait permis de mettre en œuvre notre réforme électorale avant les élections sans controverses", a notamment déclaré Danielian, cité par le service arménien de RFE/RL, en ajoutant : "Hélas, le président a opté pour une voie différente pour certaines raisons", raisons qu'il n'a pas jugé utile de préciser. Pachinian avait réaffirmé sa volonté de convoquer des élections anticipées à la fin juin alors qu'il était en tournée dans la province méridionale du Vayots Dzor

samedi. En vertu de la Constitution arménienne, un tel scrutin doit se tenir dans un délai de deux mois si, après la démission du premier ministre, l'Assemblée nationale échoue à deux reprises à élire un nouveau premier ministre. Au terme de négociations avec Pachinian en mars, les leaders du BHK et du LHK auraient assuré au premier ministre qu'ils se plieraient au scénario prévu, et qu'ils ne proposeraient pas de candidats à sa succession au cas où il démissionnerait, ouvrant ainsi la voie à la dissolution du Parlement et aux élections... dont cette réforme constitue une garantie supplémentaire de victoire pour Pachinian selon ses opposants, qui soulignent aussi qu'il pourra disposer à cet effet des « ressources administratives ». C'est justement pour éviter un tel scénario que l'opposition était descendue dans la rue depuis novembre, réclamant la démission de Pachinian et son remplacement par un premier ministre intérimaire qui serait plus à même d'organiser les élections libres, transparentes et justes qu'elle réclame. Mais le premier ministre, malgré un évident discrédit lié à la défaite dans la guerre du Karabagh, n'a pas cédé sur le fond et s'il s'est résigné à convoquer des élections anticipées, c'est lui qui définit les règles du jeu électoral. Profitant des désaccords au sein d'une opposition hétéroclite mais néanmoins regroupée au sein d'une coalition baptisée Mouvement du salut national, dont seul LHK n'est pas membre, il impose désormais son tempo et incite même les plus réticents à se plier à ses règles du jeu. Ainsi, après le LHK, le BHK, l'ancien président Robert Kotcharian, le nouveau parti Patrie de l'ancien chef de la sécurité nationale Arthur Vanetsian, un autre parti d'opposition extra-parlementaire, la FRA Dachnatsoutioun, a annoncé lundi qu'il participerait aux élections à venir, dans le cadre de ses efforts pour obtenir le départ de Pachinian de la scène politique. L'ancien parti majoritaire, le Parti républicain d'Arménie (HHK), de l'ancien président Serge Sarkissian, a appelé quant à lui à un boycott de ces élections, même s'il semble être en pleines discussions pour clarifier sa position concernant le scrutin. Le HHK est pourtant toujours désigné par le pouvoir comme cette force obscure qui orchestre le mouvement de protestation réclamant sa démission.

9.RFI

18 avril 2021

Haut-Karabakh: l'Azerbaïdjan inaugure un «Parc des trophées militaires» (rfi.fr)

Haut-Karabakh: l'Azerbaïdjan inaugure un «Parc des trophées militaires»

C'est un peu un musée de l'horreur qui vient d'être inauguré à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan. Lundi dernier, le 12 avril, le président Ilham Aliyev a ouvert le «

Parc des trophées militaires », c'est-à-dire des tanks, armes et autres casques pris au côté arménien pendant la « seconde guerre » du Haut-Karabakh, dont est sorti vainqueur l'Azerbaïdjan le 9 novembre dernier, après 44 jours de combats.

La mise en scène est humiliante. Des mannequins en cire représentent les soldats arméniens : des hommes hirsutes, avec de gros nez crochus, des visages apeurés et souvent enchaînés, comme des chiens. Une comparaison répétée plusieurs fois par le président Ilham Aliyev a pendant le conflit du Haut-Karabakh, parlant de « chasser comme des chiens » les soldats arméniens de la province sécessionniste.

Terrifiante aussi cette espèce de couloir où sont suspendus des dizaines de casques de soldats ennemis. Elle fait inmanquablement penser à ces tas de crânes que l'on entassait après une guerre dans des temps très reculés.

Pour le reste, ce parc de 5 hectares, situé dans la capitale Bakou, et que le président Aliyev a inauguré en treillis militaire, montre des tanks arméniens détruits, des restes de missiles.

Surenchère nationaliste

La réaction des Azerbaïdjanais à l'ouverture de ce « parc des trophées »? Elle est favorable le plus souvent. Des citoyens ordinaires s'y rendent avec leurs enfants, pour qui l'entrée est gratuite.

Certaines critiques sont émises, mais c'est pour dire que l'entrée devrait être gratuite pour tous. En particulier pour ceux qui ont participé à cette guerre, qui s'est voulue la guerre de tout un peuple où sont morts, officiellement, près de 3 000 soldats azerbaïdjanais.

D'autres critiques, beaucoup plus rares, dénoncent non seulement le très mauvais goût de la mise en scène, mais surtout le fait que la dictature azerbaïdjanaise fait de la surenchère nationaliste pour garder le pouvoir et faire oublier les scandales de corruption et autres graves problèmes que connaît le pays.

Paix durable

Tout cela n'est pas de bon augure pour la paix dans le Caucase. Ilham Aliyev invite régulièrement les Arméniens à accepter la défaite lors de cette seconde guerre du Haut-Karabakh, afin d'établir une paix durable dans la région.

Mais en inaugurant ce « parc des trophées », conçu pour entretenir la haine des Arméniens en Azerbaïdjan, il n'est pas crédible une seconde.

10.Le Monde

19 avril 2021

par Marie Jégo

La Russie s'inquiète du rapprochement entre l'Ukraine et la Turquie

Moscou suspend ses liaisons aériennes avec Ankara, qui renforce sa coopération avec Kiev sur les drones armés.

Un vent glacial souffle sur la relation particulière qu'entretiennent les présidents russe, Vladimir Poutine, et turc, Recep Tayyip Erdogan, jusqu'ici unis dans une forme de coopération hostile, tantôt alliés, tantôt adversaires.

A la consternation d'Ankara, la Russie a décidé de suspendre pour un mois et demi ses liaisons aériennes vers la Turquie, officiellement pour raison sanitaire, les contaminations au SARS-CoV-2 ayant atteint un niveau record parmi la population turque, avec plus de 60 000 cas enregistrés chaque jour.

Entrée en vigueur jeudi 15 avril, la décision mine le moral des professionnels turcs du tourisme, qui comptaient sur les arrivants russes pour repeupler les plages et les hôtels d'Antalya. Le coup est rude pour le gouvernement turc, qui, guetté par une crise monétaire, compte sur le tourisme et ses revenus en devises pour renflouer les caisses de l'Etat.

Il n'est pas certain que Vladimir Poutine ait eu seulement la pandémie à l'esprit lorsqu'il a fait part à son homologue turc de sa décision de suspendre le trafic aérien, vendredi 9 avril. Son coup de fil à M. Erdogan est intervenu à un moment symbolique, juste à la veille de la visite en Turquie du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, venu refaire provision de drones turcs.

Moscou s'inquiète du regain de coopération militaire entre l'Ukraine et la Turquie, craignant pour son hégémonie dans la région. Les équilibres géopolitiques ont été chamboulés en 2014 par sa décision d'annexer la Crimée, péninsule ukrainienne depuis 1957.

Fabrication conjointe

Dans l'est de l'Ukraine, le conflit déclenché par la Russie entre les séparatistes qu'elle soutient et les forces ukrainiennes a coûté la vie à près de 14 000 personnes. Aujourd'hui, la guerre menace de repartir de plus belle. Les tensions sont montées d'un cran depuis le déploiement ces derniers jours par Moscou de milliers de soldats et d'armement lourd le long de la frontière russo-ukrainienne.

Dans ce contexte, l'acquisition par Kiev de drones turcs armés inquiète tout particulièrement les militaires russes, convaincus que ces armes seront bientôt utilisées contre leurs protégés, les séparatistes prorusses des régions de Donetsk et de Louhansk, dans l'est de l'Ukraine.

De son côté, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, n'a pas oublié que les drones turcs ont donné à l'Azerbaïdjan un avantage décisif dans la guerre menée contre les Arméniens à l'automne 2020 pour le contrôle de la région du Haut-Karabakh. (La suite est réservée aux abonnés).

11. Le Journal du Dimanche

18 avril 2021

LES PROFESSEURS DOIVENT FAIRE FACE A LA NÉGATION DU GÉNOCIDE ARMÉNIEN

Veillez consulter l'article en pièce jointe.

12. Le Courriel d'Erevan

19 avril 2021

L'Arménie et la Géorgie commenceront la construction du Pont de l'amitié dans les prochains jours (courrier.am)

L'Arménie et la Géorgie commenceront la construction du Pont de l'amitié dans les prochains jours

L'Arménie et la Géorgie ont récemment convenu de commencer la construction à grande échelle du Pont de l'amitié. Sputnik Armenia en a été informé par la spécialiste des relations publiques et de l'information du département des routes du ministère arménien de l'Administration territoriale et des Infrastructures, Lilit Grigoryan.

L'accord correspondant a été conclu lors de la session de la Commission intergouvernementale arméno-géorgienne sur la coordination des travaux de construction d'un nouveau pont sur le territoire du poste de contrôle de « Sadakhlo-Bagratashen », sur la rivière Debed.

« Les travaux de terrassement sont en cours maintenant. La construction commencera dans les prochains jours », a déclaré Mme Grigoryan.

Selon le ministère, lors d'une réunion de la commission intergouvernementale, qui s'est tenue en ligne le 16 avril, les parties ont approuvé la documentation du projet, les listes des spécialistes nécessaires, le fret, les véhicules à livrer dans la zone de construction selon une procédure simplifiée.

La coprésidente de la commission intergouvernementale, Kristine Ghalechyan, vice-ministre de l'administration territoriale et des infrastructures, a noté que l'Arménie attache une grande importance aux programmes de développement des infrastructures et que la construction du nouveau pont au poste de contrôle de « Sadakhlo-Bagratashen » est une priorité pour les autorités.

La construction du pont coûtera 8 325 000 euros, dont 50 % seront pris en charge par chacune des parties. Le contrat pour la conception et la construction du pont a été signé avec Ariana Tunnel Dam Co. (Iran). La supervision technique est assurée par Soosung Engineering Co. (Corée).

Le « Pont de l'amitié » est composé de deux ponts séparés dans les deux sens, chacun d'une largeur de 11,85 mètres. Ils seront situés à un mètre de distance l'un de l'autre. La largeur totale des ponts sera de 24,7 mètres.

Selon le projet, il est prévu de construire des structures en béton armé à 5 travées de 32 mètres de long, ainsi que des routes menant au pont. Le pont lui-même sera équipé d'un éclairage extérieur et d'un système de drainage.

Il convient de noter que le projet de construction du pont a été annoncé en 2013 et que sa mise en service était prévue pour la fin de 2016. La date a été reportée à plusieurs reprises. Un appel d'offres international a été annoncé, qui a été remporté par une société iranienne.

Fin 2018, le prestataire a signé un accord avec les parties géorgienne et arménienne. Les représentants des deux pays ont reconnu le projet de l'entreprise comme étant le meilleur, tant en termes de mise en œuvre que sur le plan financier. En conséquence, des commissions ont été formées en Arménie et en Géorgie pour étudier le projet (chacune de son côté).